

Entretien

Économie : “Le pape et l'Église prônent une croissance maîtrisée”

Publié le 10/10/2019 Interview Marie-Lucile Kubacki, à Rome



© Félix Ledru pour La Vie

Secrétaire du Dicastère pour le service du développement humain intégral au Vatican, le père Bruno-Marie Duffé (prêtre de Lyon désigné dans sa fonction actuelle par le Pape François en 2017) décrypte pour *La Vie* le rapport complexe qu'entretient l'Église catholique avec le libéralisme.

Comment le pape François interpelle-t-il l'Europe pour qu'elle ne se réduise pas à un vaste marché ? Les choses vous semblent-elles susceptibles d'évoluer avec la nouvelle donne européenne ?

Le pape François a, à plusieurs reprises, appelé l'Europe à revisiter sa mémoire et ses valeurs fondatrices pour relever avec force les défis actuels de la solidarité avec les plus pauvres : les migrants aussi bien que celles et ceux qui ne trouvent pas de place dans le monde du travail et des échanges. On se souvient par ailleurs que l'un des principes majeurs de la doctrine sociale de l'Église en appelle à ce que l'on nomme *la « subsidiarité »*, c'est-à-dire le respect des niveaux de responsabilité au sein de chaque communauté. Ce principe a été déterminant dans le traité de l'Union européenne. Le sens des interventions du pape François souligne que l'Europe a de grandes richesses intellectuelles, économiques

et culturelles et que ces atouts peuvent permettre de déployer ce qu'il nomme « *le nouveau paradigme culturel du développement* » : la nouvelle manière de penser le développement. La « main invisible » du marché ne permet pas de déployer les valeurs d'une croissance maîtrisée et solidaire. Un discernement s'impose : où voulons-nous aller ensemble ? S'il y a une nouvelle donne européenne, elle doit se traduire par des choix en matière financière : la Banque centrale européenne annonce la possibilité de dégager des dizaines de milliards d'euros par an. Mais pour quels investissements ? La planète et la vie ou le marché et toujours plus de consommation et de pollution ?

Le positionnement de l'Église catholique envers le libéralisme économique est complexe : doit-on y voir une opposition absolue ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord situer le discours social et économique de l'Église dans une perspective historique. La révolution industrielle de la fin du XIXe siècle donne lieu à débat à l'intérieur même du monde catholique, entre ceux que l'on appelle les libéraux et ceux que l'on appelle les catholiques sociaux. C'est dans ce contexte qu'est publiée la première encyclique sociale sur la condition des ouvriers, *Rerum novarum*, en 1891. Dans un premier temps, donc, l'Église souhaite inscrire le dialogue social dans le libéralisme et le capitalisme libéral. De l'encyclique *Rerum novarum* au concile Vatican II, il s'écoule plus d'un demi-siècle marqué par une approche positive de la philosophie libérale et de sa réduction dans le champ de l'économie capitaliste. L'optimisme domine, sachant que l'on interprète le libéralisme comme l'exercice de la liberté d'entreprendre, sans rupture avec l'anthropologie chrétienne selon laquelle les acteurs de l'économie participent à la création, par l'innovation, la production et les échanges.

L'Église appelle à une approche critique du capitalisme libéral, à cause de ses effets en matière d'inégalités sociales.

Mais tout bascule à la fin des années 1960...

L'expression « *tout bascule* » est sans doute un peu forte, mais il est vrai que l'Église interroge fortement le libéralisme et appelle à une approche critique du capitalisme libéral, à cause de ses effets en matière d'inégalités sociales. La question touche aux écarts entre ceux qui ont accès aux biens et ceux à qui manquent les moyens essentiels pour vivre. Ce tournant, amorcé par Vatican II, est consacré par la publication de l'encyclique de Paul VI *Populorum progressio* (1967). Le pape va opposer au développement, pensé uniquement en termes économiques, un « *développement humain et intégral* » - concept que l'on doit au dominicain Louis-Joseph Lebret, fondateur d'Économie et humanisme. Avec cette approche critique, qui sera amplifiée par les textes suivants de l'enseignement social de l'Église, en particulier ceux de Jean Paul II, on assiste au passage d'un optimisme à l'égard de la logique libérale à un questionnement moral exigeant. Pour le pape François, il y a urgence à interroger le « *paradigme technocratique* », c'est-à-dire la logique du « toujours plus » et le primat des capacités de la machine sur le devenir de la nature, de la personne humaine. Il s'agit bien de penser un « nouveau paradigme culturel » du développement :

une nouvelle manière de penser, de produire et de protéger : une nouvelle manière de vivre.

Mais le libéralisme a également produit les droits de l'homme...

On peut dire que l'Église a, depuis très longtemps, été sensible aux droits de l'homme, en particulier les droits sociaux, économiques et culturels. Dès 1537, dans sa déclaration *Sublimis Deus*, le pape Paul III défend les droits des Indiens et la sauvegarde de leur terre et de leurs traditions... Cela tranche évidemment avec certaines pratiques colonialistes qui ont perduré. Mais c'est bien l'un des ancrages de la proposition du pape François de convoquer, en octobre 2019, un synode des évêques pour parler de l'Amazonie. De l'encyclique *Rerum novarum* jusqu'aux textes du concile Vatican II, l'appel aux droits est constant : droit à un contrat de travail, droit à un juste salaire, droit à un temps de repos... Cela dit, la liberté qui a donné forme aux droits fondamentaux est aussi celle qui a donné forme à l'économie capitaliste libérale, qui avance de plus en plus sans honorer ces droits fondamentaux. Le paradoxe est donc bien présent, car les tenants du développement « sans limite » ni « questionnement moral » en viennent, de manière consentie ou indirecte, à maltraiter les droits fondamentaux. La question de fond est donc clairement : « Qu'est-ce que le progrès humain ? »

Le pape François est-il pour la décroissance ?

Le pape et l'Église prônent une autre croissance, maîtrisée. Il s'agit d'introduire dans la philosophie libérale le paramètre de la responsabilité : responsabilité envers ce que nous avons reçu des générations précédentes et au regard de ce que nous voulons transmettre à notre tour. C'est complexe, car beaucoup d'économistes disent qu'il n'y a pas d'alternative. Pour ma part, je crois que cela passe par une nouvelle définition de l'économie - ce champ de l'initiative et du travail qui est pensé primordialement à partir des deux mots grecs : *oikos*, « la maison », et *nomos*, « la règle ». Il s'agit d'assumer au mieux la vie de notre maison commune. Là où le système libéral promet, de manière paradoxale, un système de l'initiative sans pensée de l'avenir, la mission de l'Église est de rouvrir la question critique de l'espérance : où voulons-nous aller et voulons-nous construire un avenir commun, capable de faire une place à chacun ?